

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

L'Assemblée nationale exhorte résultats

PAR la voix de son président lundi, à l'occasion de l'ouverture de la première session ordinaire du Parlement, la Représentation nationale a, au nom du peuple gabonais dont les députés sont également l'émanation, prôné l'efficacité dans l'action gouvernementale pour que les difficultés auxquelles fait face la population trouvent progressivement satisfaction. La Première ministre était présente.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

A l'instar du Sénat, et conformément à la Constitution, l'Assemblée nationale a effectué sa rentrée parlementaire lundi, correspondant au premier jour ouvrable du mois de mars. La cérémonie solennelle consacrée à cet événement, laquelle a eu lieu au siège provisoire de l'institution, était présidée par le patron des lieux, Faustin Boukoubi. Elle a vu la participation de plusieurs hautes personnalités politico-administratives. Entre autres, la Première ministre, cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda.

Comme de tradition, le président de l'Assemblée nationale, seul intervenant pour la circonstance, n'a pas manqué de s'adresser au gouvernement à qui il a d'ailleurs réitéré le soutien de la Chambre des députés. Toutefois, se référant au discours à la Nation du chef de l'Etat à l'occasion de la fin de l'année 2020, et dans lequel il avait insisté pour que l'année 2021 soit celle du rattrapage, Faustin Boukoubi a attiré l'attention du Premier ministre quant à la nécessité de soulager un tant soit peu les difficultés auxquelles font face les populations.

Paraphrasant l'adage populaire selon lequel "qui aime bien châtie bien", le député de Pana a dit considérer que "qui soutient réellement, conseille opportunément", sans travestir la vérité. Et de poursuivre : "De ce fait, il ne serait pas fallacieux de penser que votre gouvernement et vous-même,

êtes attendus sur les résultats de votre stratégie de mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation de notre pays, grâce notamment à la diversification de l'économie qui doit privilégier les secteurs à fortes potentialités". Pour le président de l'Assemblée nationale, eu égard aux instructions du chef de l'Etat, et compte tenu des propres engagements de la cheffe du gouvernement, "le peuple gabonais dont le président de la République et la Représentation nationale notamment, sont l'émanation, vous exhorte à plus de résultats pour que les besoins immenses et légitimes de la population trouvent progressivement satisfaction."

Et Boukoubi d'ajouter : "Les députés savent compter sur vous pour la réalisation de ce plan triennal, particulièrement en matière de routes dont beaucoup sont dans un état catastrophique, de voiries, d'emplois, d'éducation, de santé, d'électricité, j'en passe...". Dans la même foulée, la situation créée par la gestion de la pandémie à Covid-19 n'était pas en reste. Surtout au regard des événements malheureux et dramatiques qu'a connus notre pays récemment. Occasion, pour l'orateur de condamner toute forme de violence...

De son point de vue, "majoritairement, la population n'est pas systématiquement opposée aux mesures édictées par le gouvernement. Elle appelle plutôt ce dernier à la prise en compte de ses souffrances induites par les effets pervers de ladite pandémie". C'est fort de ce qui précède que le président de la pre-

mière Chambre du Parlement estime qu'il revient au gouvernement de trouver un équilibre stratégique entre deux impératifs. "A savoir : préserver la nécessaire sécurité sanitaire de la population, à titre préventif et curatif, d'une part ; atténuer les difficultés économiques et sociales, en ajustant opportunément les mesures et en améliorant l'accompagnement, d'autre part."

Voilà donc l'équipe gouvernementale placée devant ses responsabilités par la représentation nationale. Celle-là même qui lui avait accordé sa confiance après un débat ayant suivi la déclaration de politique générale de sa cheffe, Rose Christiane Ossouka Raponda. A elle de relever le défi, car les attentes, déjà nombreuses, vont croissantes.



Photo: Sylvain Maganga

Les députés écoutant l'hymne national, lundi, à l'ouverture de la première session ordinaire du Parlement.

QUELQUES PHRASES FORTES DU DISCOURS DE

FAUSTIN BOUKOUBI

du 1^{er} Mars 2021

- « (...) Madame le Premier Ministre, depuis que l'Assemblée Nationale vous a accordé sa confiance elle vous soutient pleinement et n'a cessé de vous le réitérer à chaque occasion qui le requiert. »
- « Le peuple gabonais, dont le Président de la République et la représentation nationale notamment, sommes l'émanation, vous exhorte à plus de résultats pour que les besoins immenses et légitimes de la population trouvent progressivement satisfaction. »
- « Un nouvel espoir naît des préconisations affichées par l'Exécutif, de vacciner d'ici peu, un grand nombre de nos concitoyens qui le désirent. »
- « A cet égard, les cris de détresse qui nous parviennent révèlent que la situation économique et sociale est également précaire ! Ils ne peuvent laisser personne insensible, comme l'ont si bien relevé des Membres du Gouvernement dans leurs déclarations. »
- « Nous sommes en face de la problématique de protéger la population contre cette pandémie sans que le remède soit pire que le mal. »

e le gouvernement à plus de

Urgence à agir!



Photo: DR/L'Union

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

DÉCALAGE. Le mot est lâché. Il existe, en effet, un véritable fossé entre les attentes pressantes des populations et le rythme mis par le gouvernement pour les matérialiser.

Au-delà des promesses et engagements en tout genre, il n'y a presque rien de concret dans le quotidien des populations. Et pourtant leurs besoins sont connus de tous depuis de nombreuses années : amélioration du système de santé, de l'accès à l'eau et l'électricité, lutte contre le chômage, la pauvreté, construction d'écoles, des routes, etc. Mais rien n'y fait. Face à l'ampleur de la tâche, le gouvernement semble bien impuissant, se contentant toujours et encore de promesses

sur fond d'organisation de séminaires et autres ateliers.

C'est dire qu'il y a véritablement urgence à agir. D'autant plus que le contexte actuel, marqué par la pandémie à coronavirus, a, et c'est peu de l'affirmer, davantage contribué à la dégradation des conditions de vie des populations.

Bref, le temps presse. Seules comptent l'action et la réalisation. Agir autrement reviendrait à distendre un peu plus le lien de confiance entre les populations et le gouvernement. Lequel, dans la droite ligne du Plan d'accélération et transformation (PAT) 2021-2023, se doit d'être, dans une certaine mesure, créatif, inventif, et imagitatif. Et s'appropriier véritablement, plus que tout, la culture du résultat.

nière session ordinaire du Parlement.

Quel (nouveau) plan de riposte économique ?

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

LA seconde vague de la pandémie de Covid-19 va-t-elle ruiner tous les projets de relance de l'économie nationale? Et anéantir les efforts déployés par le gouvernement dans son soutien aux secteurs d'activité les plus impactés par la crise sanitaire?

En effet, la propagation fulgurante du virus à travers le pays et les mesures de restrictions édictées par l'Exécutif ont un impact indéniable sur toute l'économie nationale. Aussi bien formelle qu'informelle. Chute de la consommation avec les

restrictions horaires, baisse de la productivité et de la rentabilité des entreprises, hausse des pertes fiscales de l'État, baisse des recettes, licenciement économique, aggravation du taux de chômage, tension sociale...

Comme en 2020, le gouvernement se retrouve face à un nouveau scénario catastrophe, encore plus brutal avec la multiplication des foyers de contagion à travers le pays. Une situation qui recommande, de l'avis de plusieurs observateurs, un nouveau plan d'urgence avec les risques qu'il comporte. Une aggravation du niveau d'endettement du pays et un nouveau recours aux bailleurs de fonds internationaux.

Car, que faire des quelque 20 000 actifs qui ont perdu leur emploi en raison de la pandémie? Comment soutenir le secteur du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration qui accuse aujourd'hui près de 180 établissements fermés? Comment sauver l'industrie aérienne nationale dont la quasi-totalité des aéronefs (hormis le fret) sont cloués au sol en raison de l'interdiction des déplacements interprovinciaux?

Chez les patrons et autres petits opérateurs économiques, les réponses de l'Exécutif face à cette problématique se font attendre et suscitent déjà crainte et angoisse. Le gouvernement, à travers le



Photo: DR/L'Union

ministère de l'Économie et de la Relance, gagnerait à communiquer sur les nouvelles hypothèses

de croissance. Mais surtout sur les nouvelles mesures de soutien à l'économie nationale.